

# Marcourt : l'omniministre ?

Jean-Claude Marcourt est partout. Ces dernières années, entre Mittal, Creative Wallonia et la réforme de l'enseignement supérieur, pour ne citer que les dossiers les plus lourds, M. le Vice-Président et Ministre wallon de l'Économie, des PME, du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles, Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, Conseiller communal de la Ville de Liège, membre de la commission du Bourgmestre, de la Culture et de l'Urbanisme et du Budget, a eu de quoi s'occuper. Mais comme il le dit : « *Quand on fait ce métier, on ne regarde pas le temps. On est ministre 24h/24 jusqu'au moment où on ne l'est plus.* » Qui se cache derrière l'homme qui s'est donné pour mission de reconvertir la Wallonie ? Moment de grâce avec M. Marcourt dans son cabinet bruxellois, entre pudeur, sympathie, cafouillage et discours politique, voyévous



Jean-Claude Marcourt ne s'était pas destiné à une carrière politique : fan du Standard depuis l'âge de quatre ans, « *Mon parrain m'a un jour dit : "On va aller voir le Standard"* ».

Et voilà », amateur de rock « *invétééré* », il obtient son diplôme de droit à l'ULg en 1979. À 22 ans, son avenir au barreau de Liège était tout tracé. Mais en 1988, alors qu'il a pour clients des entreprises sidérurgiques et qu'il maîtrise la question au niveau juridique, Willy Claes, Ministre des Affaires économiques, fait appel à lui en tant qu'expert. « *Il y avait tout un aspect plus juridique qu'industriel et donc j'ai appris l'industrie sur le tas.* » L'année d'après, il passe chez Bernard Anselme,

**« C'est pas plus compliqué de faire mon métier que d'être chef d'entreprise. »**

Ministre-Président de l'Économie et des PME, en gardant le même statut et en élargissant ses compétences au verre creux et au textile. Comme il le précise : « *Les charbonnages il n'y en avait plus, les chantiers navals, on n'en avait pas.* » Sinon, vous pouvez être sûr qu'il les aurait aussi maîtrisés !

Jean-Claude Marcourt reste douze ans avocat à Liège et quatre ans expert à mi-temps. C'est en 1992, alors que les émeutes de Los Angeles font 50 morts et des centaines de blessés, que les essais nucléaires français sont suspendus dans le Pacifique et que le traité de Maastricht est signé, qu'il range sa toge au placard. « *J'ai été longtemps avocat. Ma dernière plaidoirie c'était d'obtenir la libération de quelqu'un. Il n'y avait rien de spectaculaire, mais quand on plaide pour la dernière fois, ça vous marque. Ce n'est pas comme*

*obtenir une récupération de créance. C'est un peu plus important humainement.* »

## DE CHEF DE CABINET À MINISTRE, IL N'Y A QU'UN PAS

Le passage vers la vie politique à temps plein ne s'est pas fait en un jour, ou presque. « *Je me souviens, c'était un jour matin [un matin pour rien, ndlr], j'ai rencontré Guy Mathot et il m'a dit : "Je redeviens ministre et j'aimerais que tu deviennes mon chef de cabinet."* Et tout comme j'ai dit en 1988 à Willy Claes : « *Je ne connais pas grand chose en sidérurgie* », j'ai dit : « *Mais je n'ai jamais travaillé réellement dans un cabinet comme membre permanent.* » J'étais un expert qui venait un jour semaine. Il m'a dit : « *Je souhaite travailler avec des gens d'une nouvelle génération et on m'a dit du bien de toi.* » Mais dans ma tête c'était quelque chose de limité, j'allais faire ça un an, deux ans, trois ans, et puis reprendre le barreau. C'était pas du tout : « *Je*

quitte le barreau. "Raison pour laquelle je suis resté inscrit. L'idée n'était pas de se dire : "Je tourne une page et je fais autre chose." C'était plutôt : "J'ai envie de vivre autre chose", comme on peut aller à l'étranger, moi c'était découvrir un autre monde, c'était découvrir l'État de l'intérieur. » Et il a dit : « ok ».

Il entame alors un long parcours de chef de cabinet des ministres Guy Mathot (1992-1994), Bernard Anselme (1994-1995), Jean-Claude Van Cauwenberghe (1995-1997), Elio di Rupo (1998-1999) et Laurette Onkelinx (1999-2004). En 2004, Elio Di Rupo lui demande de devenir ministre. Depuis, il ne s'arrête plus : Ministre wallon de l'Économie et de l'Emploi de la Région wallonne, du Commerce extérieur en 2005, du Patrimoine en 2007, des PME, des Technologies nouvelles et de l'Enseignement supérieur en 2009. En octobre 2012, il devient chef de groupe PS au conseil communal de Liège (élu depuis 2006).

## « Il y avait tout un aspect plus juridique qu'industriel et donc j'ai appris l'industrie sur le tas. »

Pour arriver à maintenir le cap, Jean-Claude Marcourt a une méthode infaillible : la méthode des tiroirs. « C'est pas plus compliqué de faire mon métier que d'être chef d'entreprise. Je pense que profondément, il faut être capable d'ouvrir et de fermer les tiroirs successivement. Il n'y a rien de plus terrible que de ne pas savoir séquencer les choses dont on parle. Si vous voulez faire plusieurs choses à la fois, il faut ouvrir et fermer les tiroirs, avant d'ouvrir un autre. » En plus de la maîtrise de la commode en bon chef politique, pardon, d'entreprise, il faut aussi savoir organiser son emploi du temps : « Je suis, une minute, ministre de quelque chose et, la minute d'après, ministre de l'autre chose. Mais quand je suis ministre de l'autre chose, je pense à l'autre chose [nous voilà rassurés, ndlr]. J'essaye vraiment de séquencer et de ne pas mélanger les problèmes. Ce n'est pas toujours simple. » Et on veut bien le croire...

### LE WALLON QUI MURMURAIT À L'OREILLE DES LIÉGEOIS

Entre Liège, sa ville, et la Wallonie, sa région, son cœur balance : « La Wallonie c'est la raison de mon combat politique. Si j'ai accepté de pas-

ser le cap en devenant ministre, c'est pour dire : on va transformer profondément la Wallonie et on va montrer que c'est une des régions qui a le plus de potentiel grâce à ses universités, grâce à son potentiel d'innovation. » Liège reste tout de même dans sa ligne de mire : « Il y a deux choses qu'il faut faire en tant que ministre, on se doit d'être attentif à l'ensemble de la Wallonie, mais c'est vrai aussi qu'aucun grand dossier de Liège n'a été réalisé sans que je n'ai eu quelque chose à y faire. Que ce soit le théâtre à l'Émulation, le cinéma Sauvenière, l'Opéra, le Curtius, que ce soit le Val Benoît, la plupart des chantiers à Liège j'y ai participé d'une manière ou d'une autre. » Fin stratège, il n'aura pas manqué de ne citer que des réussites. Peut-être était-il au cabinet lors du report du tram ou pour l'échec de Liège 2017 ?

Membre du Cercle de Wallonie, marié à la directrice de l'enseignement et des étudiants de l'ULg, il compte dans son réseau amical et/ou professionnel, en politique difficile de savoir Thierry Bodson (secrétaire général de la FGTB wallonne), Jean-Paul Philippot (administrateur général de la RTBF), Jean-Pierre Hansen (ancien administrateur délégué d'Electrabel), Lucien D'Onofrio (ancien vice-président du Standard de Liège), Luc Coene (gouverneur de la Banque nationale de Belgique) ou encore Jannie Haek (administrateur délégué de la SNCB-Holding), pour ne citer qu'eux. Et la liste est encore longue. « Est-ce que j'ai un grand réseau ? Oui. On ne fait pas ce métier-là depuis autant de temps sans connaître beaucoup, beaucoup de monde. »

### MARCOURT, MINISTRE-PRÉSIDENT ? PEUT-ÊTRE, SI JAMAIS, ON VERRA

Lui qui se dit « profondément socialiste » se défend aussi d'être libéral sur les bords. « L'erreur c'est d'associer l'entreprise au libéralisme. L'entreprise c'est entreprendre une activité humaine pour faire quelque chose. On peut être une entreprise d'économie sociale, on peut être une ONG c'est une entreprise on peut être une entreprise marchande, on peut être une entreprise cotée dans une bourse, mais derrière ça il y a des hommes et des femmes qui entreprennent et nous avons besoin d'entreprises et d'entreprendre. [c'est bon, vous suivez ? ndlr] Ce n'est pas parce qu'on soutient l'entreprise qu'on soutient un modèle d'ultra-libéralisme tel que celui dont la crise de 2008 nous a mon-

tré la non-efficience. J'ai toujours dit qu'il y avait un paradoxe parce que les socialistes sont probablement ceux qui soutiennent le plus le monde économique et de l'entreprise. Mais ils n'acceptent pas le fait que cette économie ultra-libérale fasse des différenciations salariales, génère des injustices et rémunère mieux le capital que le travail, ça c'est vrai. » Toutes contradictions entre ces propos et ses relations audit capital citées dans le paragraphe précédent ne pourraient être retenues

contre nous. Ni bien entendu les contradictions que vous pourriez trouver avec certaines décisions gouvernementales.

Le Vif/L'Express du 1<sup>er</sup> novembre 2013 l'annonce candidat à la ministre-présidence de la Wallonie après les élections de mai 2014. « Non, ce que je veux le 25 mai, c'est que le Parti socialiste soit en position de négocier un accord de majorité. Le reste ça n'a pas d'importance. C'est bien qu'on pense à moi, c'est plutôt sympathique, mais ce n'est pas à l'ordre du jour. Je ne pose ma candidature à rien. Enfin, je pose ma candidature aujourd'hui à être tête de liste socialiste à la Région et j'espère gagner les élections avec ma liste mais j'espère surtout que sur les trois listes qui sont candidates à Liège, et partout en Wallonie et à Bruxelles, nous fassions le meilleur score. Si on réussit ça, alors peut-être qu'une autre page s'ouvrira. »

Des regrets, Jean-Claude Marcourt ? « On a toujours des regrets de ne pas avoir plusieurs vies. Je regrette de ne pas être parti à l'étranger à 18 ans, mais ça m'a permis d'être avocat à 22. Celui qui dit qu'il ne regarde que devant lui, il est très fort. Mais, oui, on a des regrets. Globalement, j'ai eu la chance d'avoir des propositions à différents moments de ma vie qui m'ont permis de faire des choses passionnantes. Un de mes regrets, c'est de ne plus être ministre du patrimoine. Ça, c'est vrai... J'aime bien tout, mais c'est vrai qu'en dix ans j'ai fort identifié l'évolution de l'économie wallonne à ma personne, et pour l'enseignement supérieur, voilà, je pense que j'aurais marqué les choses pour plusieurs raisons. Mais bon, on ne peut pas tout avoir. Sinon, on est ministre tout seul. »

Hélène Molinari